

L'Italie se choisit un gouvernement, pour quel avenir ?

Un scénario politique à l'italienne à rebondissements

Dimanche prochain, le 4 mars, les électeurs italiens sont appelés à renouveler les deux chambres : l'ensemble des 630 députés et la quasi-totalité des sénateurs (315 qui s'ajoutent à six sénateurs à vie).

La particularité politique est que les deux chambres ont dû être dissoutes après le rejet du changement de constitution soumis à référendum en décembre 2016. La proposition de renforcement des pouvoirs exécutifs mettant fin au bicamérisme absolu a été refusée par près de 60 % des votants. M. Renzi, le président du Conseil qui avait présenté la réforme avait été remplacé dans la foulée par Paolo Gentiloni qui représentait la même coalition de centre gauche que la sienne.

Ce ne pouvait être qu'une solution transitoire, mais, pour dissoudre le Parlement et provoquer de nouvelles élections, il fallait qu'une loi électorale nouvelle soit adoptée : celle qui l'avait été en 2015 avait été censurée en janvier 2017, moins d'un mois après le rejet du référendum. Il a fallu attendre octobre dernier pour que la règle du jeu soit fixée, le Parlement dissous et les électeurs convoqués ce dimanche.

Retour de la croissance en 2017 sans effet positif des réformes Renzi

Ce scénario à l'italienne ne doit pas occulter les enjeux. La constitution de 1947 portait la marque de l'histoire : elle évitait la concentration des pouvoirs qu'avait connue l'Italie et, au contraire, prévoyait un contrôle très fort de l'exécutif. Les chambres élues cette semaine vont conserver ces prérogatives de contre-pouvoir,

mais le système électoral mixant scrutin uninominal et proportionnel vise à faire émerger des coalitions disposant de majorités larges et au moins relatives communes aux deux chambres et aptes à permettre au gouvernement d'agir.

Les trois grandes forces en présence – gauche et centre gauche, droite et centre droit, mouvement de caractère populiste 5 Étoiles – vont devoir sortir des questions constitutionnelles qui semblent avoir fatigué les italiens, et revenir à la gestion politique en déshérence depuis l'annonce du référendum par M. Renzi. Ce dernier aura, en près de trois ans de présidence du Conseil lancé en deux ans et demi des réformes très profondes, en particulier fiscales, sociales et concernant l'organisation des services de l'État, un programme néolibéral qui, combiné au retour de la croissance en Europe peut être la base de la dynamique économique de la péninsule.

Cette dynamique, elle est réellement à reconstituer. On sait que la troisième économie de l'Union Européenne hors Royaume-Uni (15,5 % du produit intérieur brut de la zone euro) n'a pas été une gagnante de la monnaie unique. En euros constants, le PIB italien 2016 est égal à ce qu'il était en 1999. Les réformes Renzi de 2014 et 2015 n'ont pas produit d'effet pour le moment. Cela posé, 2017 a marqué un tournant avec une croissance de 1,4%. C'est peu par rapport aux 2,5 % affichés par la zone euro dans son ensemble et le PIB reste pratiquement équivalent à ce qu'il était en 2008, mais l'économie semble sortie pour de bon de la récession de 2012-2013.

Des fondamentaux qui pèsent sur la dynamique économique

Les fondamentaux de l'Italie portent des poids assez lourds. Le premier est la démographie : la population est en baisse (légère) depuis le pic de 2014 à 60,79

millions et les plus de 65 ans représentent 23 % du total. Les États-Unis affichent 15 %, la France 19 % et l'Allemagne 21 %.

L'immigration ne peut compenser la décroissance dans un pays marqué par un chômage qui touche 10,8 % de la population active et 34 % des jeunes. L'Italie subit de plein fouet la déstabilisation de la Libye et est en première ligne dans l'accueil des migrants en Europe géré par la Turquie. Le manque de solidarité européen dans cette affaire entraîne inmanquablement une focalisation du débat électoral sur cette question et renforce évidemment les caricatures.

La dette est un autre handicap pour l'Italie : réduite (!) de 132 % du PIB à 131,5 % au cours de l'année 2017, elle contraint les politiques publiques de réduction d'impôts et d'investissement à la fois nécessaires et annoncés par les candidats aux élections.

Le ressort est difficile à retrouver puisque ces chiffres sont le reflet d'une productivité qui n'a cessé de se dégrader depuis l'instauration de l'euro : selon Oxford Economics, le PIB par heure de travail est inférieur de près d'un quart à ce qu'il est en France ou en Allemagne.

La dévaluation interne a été sévère et a créé des dégâts durables

L'ensemble de ces données, comme la fragilisation du système bancaire, ont une source qui n'est pas compliquée à résumer : l'Italie d'après-guerre n'avait pas hésité à recourir aux dévaluations compétitives et, depuis la monnaie unique s'est retrouvée dans l'obligation de mener une dévaluation interne. La stratégie très offensive menée par l'Allemagne à l'encontre des grands pays de l'Union Européenne - France et Italie en tête – a créé une course à la compétitivité et l'Italie n'a pas eu d'autres moyens que de traiter le mal par le mal et d'accélérer la dévaluation interne, ce qui veut aussi dire provoquer l'appauvrissement de la population.

Le mal a en effet été traité par le mal en quelque sorte. Le budget public est restrictif : il affiche un excédent primaire (c'est à dire avant charge de la dette) depuis cinq ans. Malgré cela, le déficit de 2,4 % du PIB en 2017 est très supérieur à l'objectif initial de 1,8%.

Le modèle allemand, celui de la Commission de Bruxelles, a dans le même temps imposé les réformes de mise à niveau prises par le gouvernement Renzi en 2014 et 2015. La plus spectaculaire est sans conteste le job act, qui a bousculé le droit du travail instaurant en particulier le CDI unique « à progression croissante ».

La flexibilité du marché du travail, mais aussi les baisses d'impôts sur les sociétés et le plan « industrie 4.0 » visant à promouvoir l'investissement dans le numérique et l'automatisation, sont des recettes que la France engage aujourd'hui. Dans le cas spécifique de l'Italie, les effets positifs se font attendre en l'absence d'une vraie réduction des dépenses publiques de fonctionnement. Au contraire, la première conséquence a été le développement des emplois précaires occultant mal la réalité du chômage de masse.

Une voie à trouver pour préserver les équilibres européens

La problématique des élections de dimanche est posée par ces simples constats.

Pour aller vers le modèle allemand, qui est celui que la Commission européenne tente d'imposer, le futur gouvernement devrait accélérer les réformes et s'attaquer à celle de l'État. Pour que cela puisse passer vis à vis des italiens, il faudrait des résultats tangibles aux réformes Renzi. Malgré la conjoncture européenne favorable, on est loin d'en être là. En sens inverse, la solidarité financière au sein de l'euro-système orientée par la BCE de M. Draghi devra confirmer, avec un autre patron de l'institut d'émission, le financement allemand mené au nom de la monnaie unique. La Bundesbank détient – en solde – 450 milliards d'euros de créances sur la Banque d'Italie et ne sera pas forcément conciliante en cas de refus de nouvelles réformes dans la péninsule.

La voie étroite à trouver ne ressort vraiment pas du débat électoral, mais nécessité fera loi pour que l'Italie ne s'enferme pas dans son statut de pays endetté comme la France (et même davantage) et sans avenir (démographique et donc économique) comme l'Allemagne. Il en va de l'équilibre de la zone euro et même plus largement de l'Union Européenne.